



Elisabeth Guigou, *L'Europe. Les défis à venir de la première puissance économique mondiale*, Paris, le cherche midi, 2014. ISBN 9782749139692. 13,50 €.

Énarque sortie à la direction du Trésor, membre du PS depuis 1973, ministre déléguée aux affaires européennes en 1990, après avoir occupé divers postes liés aux affaires européennes, élue députée au Parlement européen en 1994, députée de la Seine Saint-Denis en 2002, Elisabeth Guigou a fondé l'association Europartenaires en 1994 et s'engage dans divers autres « laboratoires d'idées » pour l'Union européenne. En dix chapitres répartis sur trois parties, elle entreprend de tracer les perspectives permettant à l'Union européenne de sortir de la crise actuelle et de confirmer son rôle de géant, économique – un rôle qu'elle tient déjà – et politique – alors qu'elle n'est à cet égard qu'un « nain ». L'auteur rappelle d'abord le parcours accompli, un succès, et dément les accusations injustes (les « bobards ») qui pèsent sur des institutions résultant de la volonté de gouvernements démocratiquement élus. Ainsi, la crise de l'Euro résulte-t-elle d'un traité de Maastricht qui n'institue pas (faute de consensus) un gouvernement économique, mais aussi de la mauvaise application par les États (à commencer par la France de Chirac et de Sarkozy... et l'Allemagne de Schröder) des prescriptions de rigueur budgétaire incluses dans ce traité. Il n'en reste pas moins que l'Euro s'est imposé comme la 2^e monnaie du monde et que toute « sortie de l'Euro » serait un désastreux pas en arrière, y compris pour Londres dont l'Euro a renforcé l'importance en tant que grande place financière. De même, bien que les administrations bruxelloises s'occupent parfois de détails qui ne devraient pas être de leur ressort et qu'on se fût bien passé de certaines dispositions, par exemple le tristement fameux projet de directive « Bolkestein », on constate surtout un budget insuffisant (1% du PIB européen contre 25% du PIB des USA pour le budget fédéral !) et un cadre institutionnel insatisfaisant et paralysant, fixé lors du traité de Nice (2001) et d'élargissements mal préparés. Or, l'Europe c'est un « destin », de la préhistoire aux révolutions de 1848, Elisabeth renvoyant ici (p. 129), à *L'Europe. Histoire de ses peuples* (1998) de J.-B. Duroselle, un petit accès d'emphase auquel on pourrait objecter que les conflits les plus cruels opposent parfois les sociétés les plus proches, en Europe notamment et aujourd'hui encore, quand ce ne sont pas des guerres civiles ! Malgré une construction apparemment logique en trois parties (l'Europe, bouc émissaire ; les défis du XXI^e siècle ; faire de l'Europe une puissance mondiale), on ne peut s'empêcher de penser qu'un certain « désordre » des idées eût pu être évité, si l'auteur avait d'abord rappelé le passé, puis analysé la crise actuelle avant de présenter ses propositions. Des développements convenus (le numérique), plus convaincants sur l'absence de politique de l'énergie (et du climat) ou sur la nécessité d'harmoniser la fiscalité. Un chapitre sur la très souhaitable régulation de la finance mondiale, rappelant d'ailleurs les progrès récents accomplis dans ce domaine, qui sont encore insuffisants, les paradis fiscaux, qui causent un dommage irréparable aux économies européennes, n'ayant pas disparu. Un autre chapitre sur la nécessité d'avoir une politique européenne étrangère, par exemple pour mieux aborder les questions de défense et de migration et un troisième, personnel, dans lequel l'auteur, qui est né et a grandi à Marrakech, évoque la nécessité de se concentrer sur l'Afrique, un continent riche d'avenir. Ici, l'idée d'un espace économique commun entre l'Algérie et le Maroc fait rêver... Une formulation un peu maladroite prête à sourire : « Devant le lion africain ne faisons pas l'autruche » (p. 175)... « La nouvelle architecture de l'Europe » est le 10^e et dernier chapitre : trois cercles, d'abord la zone euro, ensuite l'Union à 28 (ou à 35 ou 36, si la Turquie entre, l'auteur s'abstenant prudemment de prescrire ici un choix) et enfin une zone de libre-échange et de libre circulation constituée par les pays liés par des accords à l'Union. Le premier cercle rappelle le

projet *Europa* de Giscard d'Estaing et bien sûr les projets antérieurs allemands (Schäuble-Lamers en 1994 et Joschka Fischer en 2000, auquel Elisabeth Guigou reprend, sans indiquer sa source, la notion de « centre de gravité », p. 210). Le premier cercle aura un président actif, prenant des initiatives, et les parlements nationaux et européen exerceront un contrôle, les modalités paraissant assez compliquées. Quelques petites approximations : le régime de RDA ne s'est pas effondré lors des élections de mars 1990, c'en était fait de lui depuis plusieurs mois, l'inflation fit ravage en 1923 en Allemagne, la politique qui amena Hitler en 1933 fut au contraire une politique déflationniste (p. 54-55). L'auteur évoque avec une certaine nostalgie la politique économique conduite par le premier ministre Lionel Jospin de 1997 à 2002, n'a aucune indulgence pour celle qui fut conduite durant le 2^e mandat de Jacques Chirac et reconnaît peu de mérites à celle de Nicolas Sarkozy. Nous retenons de ce livre intéressant le thème des trois cercles, dont le premier, qui est manifestement l'avenir institutionnel du projet européen, est le plus important : ici se confirme l'idée d'une nette convergence entre les conceptions institutionnelles européennes de « gauche » et de « droite ». On ne peut que regretter que ces thèmes soient aussi peu abordés par les responsables politiques français et que les marchands de « bobards » puissent autant prospérer ! François GENTON.